

ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

Disponibilité du pain sandwich : retour à la normale

Innocent M'BADOUA
Libreville/Gabon

RARES depuis quelque temps à Owendo, à Akanda et dans certains quartiers de Libreville, les demi-baguettes de pain pourraient dorénavant être disponibles dans les commerces de proximité. Le refus des épiceries et des supérettes de distribuer cette demi-baguette de pain, créant la rareté, pourrait devenir un vieux souvenir dès ce lundi.

En effet, dans le cadre des actions de sensibilisation des boulangers et revendeurs au détail, Luther Abouna, directeur général de la concurrence et de la consommation, et Jean-Fran-

çois Yenda, directeur général du Commerce, ont eu des échanges de clarification, en fin d'après-midi de vendredi dernier, avec les syndicats de la filière pain. S'il est acté que la baguette de pain reste à 125 francs et n'est plus vendue qu'aux comptoirs des boulangeries, le gouvernement, les boulangers et certains acteurs s'étaient accordés pour démocratiser la demi-baguette de pain à 75 francs, en généralisant ce produit dans les commerces de proximité. À cause des incompréhensions et, surtout, de la mauvaise information, de nombreux boutiquiers se sont refusés, à l'appel de leurs syndicats, à distribuer cette demi-baguette de pain, arguant plusieurs raisons dont l'absence de gain. Mieux, ils

souhaitaient que la baguette de pain soit revendue à 150 francs. Niet, ont tranché MM. Abouna et Yenda, rappelant qu'on s'en tient au prix de 125 francs fixé par le gouvernement.

Après les échanges de vendredi dernier, les syndicats ont promis de sensibiliser leurs adhérents sur la nécessité de distribuer le pain sandwich à 75 francs. Mais, à l'exemple des mesures d'accompagnement pour soutenir le commerce de proximité, les syndicats ont soulevé la nécessité d'un débat de fond entre l'administration et les commerces de proximité sur des points précis et contraignants.



Photo: Brice BANDOMA

Échanges entre administration (gauche) et syndicats au sujet de la distribution du pain.

Piaepal: le chantier du LTNOB presque terminé

GM.NTOUTOUME-NDONG
Libreville/Gabon

"90 % des canalisations ont déjà été réalisées...", a affirmé Séverin Mayounou, ministre délégué auprès du ministre d'État, en charge de l'Énergie et des Ressources hydrauliques, au sujet du chantier du Lycée technique national Omar-Bongo (LTNOB). C'était vendredi dernier, lors de la visite des chantiers qu'a effectuée le ministre d'État Alain-Claude Bilie-By-Nze, sur les sites du Programme intégré pour l'alimentation en eau potable et l'assainissement de Libreville (Piaepal). Le chantier du LTNOB est donc presque achevé. Il ne reste que le volet des réparations des fuites et le changement de certains sanitaires. En effet, les élèves de cet établissement rencontrés sur les lieux se plaignent du manque d'eau dans plusieurs bâtiments. Un problème qui les contraint à satisfaire leurs besoins vitaux dans la nature.

Avant d'être sur le site du LTNOB, la délégation ministérielle s'était d'abord rendue à la prison centrale de Libre-



Photo: GMNN

Les travaux en voie d'achèvement au Lycée technique.

ville. Là-bas, il est question de renouveler les canalisations, de faire quelques extensions, de remplacer les sanitaires et de la construction d'un château d'eau de 50 m3 (lire notre édition du week-end).

C'est un partenariat entre la Banque africaine de développement (BAD) et le Gabon, qui a scellé le programme Piaepal. L'objectif est de renforcer et d'étendre le réseau de distribution d'eau potable dans les communes d'Owendo, Ntoun, Libreville et Akanda. La banque a mis à la disposition des autorités gabonaise 75 milliards de francs pour l'aboutissement dudit programme.



COMMUNIQUE DE PRESSE

La SEEG bénéficie d'un important financement du Groupe BGFIBank pour le renforcement de ses infrastructures

La Société d'Énergie et d'Eau du Gabon (SEEG) et le Groupe BGFIBank ont conclu un accord portant sur le financement d'un nouveau programme d'investissement de la SEEG, dédié à satisfaire à la demande croissante de sa clientèle.

Débutées depuis plusieurs mois, les négociations menées par la Direction Générale de la SEEG et celle du Groupe BGFIBank ont abouti au cours d'une séance de travail tenue le mercredi 16 février 2022 au Siège social de la SEEG, en présence du Président du Conseil d'Administration, Egide BOUNDONO SIMANGOYE et de quelques Administrateurs, du Directeur Général, Gustave Aimé MAYI, des Directeurs Généraux Adjointes Claise NKOUKA LEKOGO et Tony MAGAMA NZAMBE ainsi que des Directeurs opérationnels de la SEEG.

Conduite par son Président Directeur Général, Henri-Claude OYIMA, la délégation du Groupe BGFIBank était composée de Loukoumanou WAIDI, Administrateur Directeur Général et Directeur Régional Gabon, Pierrick OBIANG EDOU, Directeur Général Adjoint BGFIBank Gabon, Stephen MOUSSIROU Directeur Général ASSINCO, Ghislain MFOULOUH EMANE, Directeur Général Adjoint FINATRA, Ismaël LIBIZANGOMO, Directeur Général Adjoint BGFIBank Capital, Simon MAPANGOU, Directeur Banque des Entreprises BGFIBank Gabon et Ulrich GAMBIGHA, Directeur Asset Management BGFIBank Bourse.

Dans le cadre de cet important accord, BGFIBank, 1^{er} Groupe Financier d'Afrique Centrale, a déployé son Portail Financier Multi Métiers, Multi Services et Multi Pays au profit de la SEEG, avec divers schémas de financement destinés à la réalisation des travaux d'entretiens des équipements majeurs, ainsi que le développement des infrastructures de production d'eau potable et d'électricité dans le Grand Libreville et dans les autres localités de l'intérieur du pays.

Cet important accompagnement financier va ainsi permettre à la SEEG de répondre aux engagements pris vis-à-vis de l'Etat Gabonais le 5 janvier 2022, lors de la signature de la nouvelle convention de concession du service public de l'eau potable et de l'énergie électrique.

Réuni en session ordinaire le vendredi 18 février 2022, le Conseil d'Administration de la SEEG a marqué son accord sur le nouveau programme d'investissements et donné tous pouvoirs à la Direction Générale pour la matérialisation de ce financement qui vient, à point nommé, répondre à l'urgente nécessité de pourvoir aux besoins des populations gabonaises en matière d'accès à l'eau potable et à l'électricité, conformément au Plan d'Accélération de la Transformation (PAT) mis en place par le Gouvernement Gabonais, sous les hautes instructions de Son Excellence Ali BONGO ONDIMBA, Président de la République, Chef de l'Etat.

Fait à Libreville, le 21 février 2022